

Publié le 01/11/2010 17:43 - Modifié le 01/11/2010 à 18:07 | © 2010 AFP

Dilma Rousseff face au défi de la baisse des dépenses et de la réforme fiscale

 zoom



Dilma Rousseff salue la foule après avoir prononcé son premier discours de présidente élue du Brésil, le 31 octobre 2010 à Brasilia ADRIANO MACHADO AFP

La présidente élue du Brésil Dilma Rousseff devra à partir du 1er janvier relever le défi de réduire les dépenses publiques et d'assurer la stabilité budgétaire d'un pays où la machine administrative pèse lourd, ont indiqué des analystes à l'AFP.

Dans son premier discours à l'issue de sa victoire dimanche face au social-démocrate José Serra, la dauphine du président Luiz Inacio Lula da Silva, a tracé les premières lignes de sa politique économique en s'engageant à maintenir la stabilité budgétaire et contrôler l'inflation qui se situe à 4,7% l'an.

"Nous ferons tous les efforts pour améliorer la qualité des dépenses publiques, pour simplifier et baisser les impôts et pour mieux former la fonction publique", a-t-elle dit, laissant entrevoir

la possibilité d'une réforme fiscale très attendue.

Pour l'économiste Marcelo Neri, de la fondation privée Getulio Vargas, le prochain gouvernement devrait en principe "réduire le rythme d'expansion des dépenses réalisées par le Brésil au cours des dernières années pour des programmes d'un meilleur rapport coût-efficacité".

L'idée de modérer les dépenses de l'Etat "n'est pas contradictoire avec une autre priorité que Rousseff a avancé dans son discours, celle de réduire la misère (...). Je crois que ce combat de la pauvreté allié à la modération budgétaire est une bonne voie", a souligné M. Neri.

Rousseff, une économiste et ex-guérillera de 62 ans, s'est engagée à sortir 20 millions de personnes de la misère et à "faire du Brésil une nation de classe moyenne".

Bien que le Brésil ait obtenu de grands succès économiques depuis l'arrivée au pouvoir de Lula en 2003, la situation fiscale reste l'un des grands "passifs" de sa gestion, estime Sebastian Briozzo, analyste du consultant Standard and Poor's.

"Au niveau fiscal, le Brésil est encore vulnérable (...) Dans un scénario où la politique économique actuelle serait maintenue, le Brésil progresserait plus vite s'il mettait en place des réformes, comme les réformes fiscale et du système des retraites", a-t-il souligné.

La présidente élue devra aussi faire face à la surévaluation de la devise locale, le real, face au dollar qui a été qualifiée par le ministre des Finances, Guido Mantega de "guerre des monnaies".

"La réduction des dépenses publiques sera le meilleur remède pour équilibrer non seulement le change mais aussi les taux d'intérêts qui sont les deux faces d'un même problème", a dit Marcelo Neri, en soulignant que le gouvernement a jusqu'ici manqué de "volonté politique" pour le faire.

Récemment, le gouvernement Lula a pris des mesures pour tenter d'endiguer l'appréciation du real qui porte préjudice aux industriels et exportateurs brésiliens ainsi qu'à la balance commerciale du géant latino-américain.

Dilma Rousseff aura son baptême du feu international en accompagnant le président Lula au prochain sommet du G20 des 11 et 12 novembre à Séoul où les leaders des principales économies industrialisées et émergentes de la planète devront traiter spécialement de la question des déséquilibres monétaires avec la chute du dollar au niveau mondial.